

## ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies &amp; Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE  
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	80 15	» 10 » »
3 0/0 amortiss. ..	81 80	» » » »
4 1/2 0/0 1883 ..	108 25	» 10 » »
Cons. anglais ..	100 7/16	1/16 » »
Italien .....	96 30	» 30 » »
Flor. autric. (or) ..	88 5/8	» » » »
Esp. Extér. nouv. ..	56 3/4	1/16 » »
Egyptien 6 0/0 ..	320 »	» » » »
Ch. Égyptiens ..	433 75	1 25 » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 20	» » » »
Banque ottomane ..	498 75	1 25 » »

## NOTRE NOUVEAU ROMAN

Le 25 novembre courant, nous commencerons la publication d'un nouveau feuilleton, grand roman judiciaire d'un très puissant intérêt dramatique, reposant sur un fait historique qui s'est produit dans l'un de nos départements de l'Ouest :

## LE GARS PERRIER

écrit spécialement pour LA PATRIE

PAR

M. ROBERT DE LA VILLEHERVÉ

Cette œuvre nouvelle, d'un de nos jeunes littérateurs de grand avenir, est divisée en trois parties :

- 1° La Ferme de Belgeard;
- 2° La Forêt de Bourgon;
- 3° A Mayenne.

## PARIS, 13 NOVEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

## AU PALAIS-BOURBON

La séance publique, qui ne commence qu'à trois heures, sera consacrée à la suite des validations des élections non contestées. Les bureaux se sont réunis à une heure. Avant la séance, les couloirs du Palais-Bourbon sont remplis de candidats non élus, qui viennent développer leurs protestations devant les sous-commissions.

M. Lockroy et les membres du bureau de la réunion du Grand-Orient doivent voir M. Brisson, cette après-midi à cinq heures. Les candidats des républicains pour la vice-présidence sont MM. Anatole de la Forge, Develle, Proust et Perin.

## INTÉRIEUR

Le nouvel ambassadeur d'Allemagne en France a reçu hier, officiellement, le corps diplomatique de Paris. Cette réception a été des plus brillantes, des plus sympathiques.

Le comte de Münster paraît appelé à devenir une *persona grata* de ses collègues des bords de la Seine et on a remarqué notamment l'aimable distinction et cordialité qu'il a fait à tous, mais qui a été cependant marquée d'une nuance particulière d'empressement pour l'ambassade de Russie, venue au grand complet le saluer.

M. Brisson, président du conseil, recevra aujourd'hui, à quatre heures, le bureau de la réunion plénière des gauches.

M. Bruwaert, consul de France à Changhai, est en ce moment à Tien-Tsin. Cet agent est chargé d'assister M. Cogordan dans les négociations relatives à la conclusion d'un traité de commerce avec la Chine.

Les instructions données à M. Cogordan, lui prescrivent d'insérer dans le nouveau traité des clauses aussi avantageuses que possible pour notre commerce et notre industrie, notamment en ce qui touche l'exécution de chemins de fer projetés sur le territoire du Geste-Empire.

Malheureusement il est à craindre que nous ne soyons distancés encore par l'Angleterre et l'Allemagne.

## EXTÉRIEUR

Bruxelles, 13 novembre.

A la suite de nouvelles communications du gouvernement français, M. Prineux est reparti hier soir pour Paris, afin de continuer les négociations en vue de l'Union monétaire.

New-York, 14 novembre.

Une dépêche de Québec dit que le conseil privé a définitivement arrêté que l'exécution de Riel aura lieu le 16 novembre.

Galveston, 13 novembre, 4 h. matin. Un incendie terrible a éclaté ici vers une heure du matin. Cinquante des plus belles maisons sont en flammes. On craint que l'incendie ne détruise le tiers de la ville.

Londres, 12 novembre.

Le Times publie la dépêche suivante : Rangoon, 11 novembre.

Les nouvelles reçues de Mandalay et allant jusqu'au 9 novembre, portent que de-

fense a été faite aux étrangers de quitter Mandalay et que M. Andress, agent de la compagnie commerciale anglaise, est gardé à vue.

Une proclamation du roi fait appel au concours de tout son peuple. Les troupes anglaises passeront probablement la frontière le 15 novembre.

Manchester, 12 novembre.

Un grand incendie a éclaté aujourd'hui dans le magasin de coton de Louis Behrens fils, le plus grand magasin de la ville. Le feu continuait encore cette après-midi. Les dommages sont évalués à 50,000 livres.

Le Caire, 12 novembre.

Le bruit court qu'une rencontre a eu lieu entre les Anglais et les Soudanais. La presse locale se montre très préoccupée de la marche des rebelles.

Madrid, 12 novembre.

Les Cortès seront ouvertes par un décret royal, mais le roi ne prononcera pas de discours.

On assure que le gouvernement a été avisé, dès le 8 novembre, de la solution concernant la question des Carolines, mais qu'il ne l'a pas publiée parce que quelques questions de détail n'étaient pas encore résolues.

Le maréchal Serrano a reçu les derniers sacrements.

Bruxelles, 12 novembre.

Dans les cercles bien informés, on pense que les négociations concernant la question monétaire continuent entre les gouvernements belge et français.

Bruxelles, 12 novembre.

M. Beernaert a fait à la Chambre une déclaration au sujet du budget de 1886. Ce budget présentera un excédent de recettes de 3 millions.

La Caisse du Fonds Communal se solde aussi par un excédent de 1,800,000 francs. Les communes auront la faculté d'y avoir recours.

## En Orient

Sofia, 12 novembre.

Le journal la *Constitution*, de Tirnova, a été saisi en raison d'un article violent publié contre le gouvernement russe, au sujet de la radiation du prince Alexandre des cadres de l'armée russe.

Londres, 13 novembre.

On mande de Nisch au *Standard*, le 12 novembre : Un conseil de cabinet aura lieu demain matin, sous la présidence du roi. La question de paix ou de guerre y sera décidée.

Les chefs militaires insistent pour qu'on avance immédiatement, attendu que quelques-uns des défilés seront bloqués par la neige. Des télégrammes de Constantinople déclarent que l'échec de la conférence est inévitable.

Nisch, 13 novembre.

En présence de la menace formulée par le gouvernement bulgare, dans une dépêche de Sofia, que l'on considère ici comme officielle, de traiter en brigands 300 Serbes qui se trouvaient, prétend-on, sur le territoire bulgare, le gouvernement serbe déclare officiellement :

1° Que les troupes serbes ne se trouvent sur aucun point du territoire bulgare ;  
2° Que les troupes bulgares ayant déjà plusieurs fois commis des actes d'agression sur les avant-postes serbes, le gouvernement serbe vient de décider, malgré son ardent désir de maintenir la paix, que si ces actes semblables se renouvellent, ils seront considérés comme un *casus belli*.

## INFORMATIONS

M. le comte de Mouy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Athènes, vient d'être autorisé par le ministre des affaires étrangères à reprendre les négociations commencées il y a trois années déjà, en vue d'arriver à la conclusion d'un traité de commerce avec la Grèce.

Cette nouvelle tentative, qui est la quatrième ou la cinquième, aura-t-elle plus de succès que les précédentes ?

C'est douteux, étant donnée la situation troublée qui règne en ce moment en Grèce.

L'absence de M. le baron de Courcel, qui vient d'arriver à Paris, sera de très courte durée; notre ambassadeur à Berlin vient chercher sa famille et sera de retour à son poste avant la fin du mois.

On a prétendu que le poste d'attaché militaire, à la légation de Pékin, qui vient d'être confié au colonel de cavalerie Chanoine, était une création nouvelle.

C'est là une erreur : les fonctions d'attaché militaire en Chine ont déjà été occupées par les capitaines Guy de Contenson et d'Imécourt : elles furent supprimées en 1873 à cause du peu d'intérêt que présentait la situation militaire de la Chine.

Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi : sur l'initiative de Li-Hung-Chang, vice-roi du Petchili, le cabinet de Pékin songe à organiser une armée permanente de 600,000 hommes équipés à l'européenne. En temps de guerre, cet effectif pourrait être triplé.

On comprend, dès lors, l'intérêt que nous avons à entretenir un attaché militaire à Pékin.

La Ville de Paris vient, aux termes d'un décret, d'être autorisée à accepter un legs de 40,000 francs, qui lui a été fait par Mlle Bourgeois, décédée à Passy, il y a dix huit mois environ.

Conformément au désir de la testatrice, les intérêts de cette somme serviront à fon-

der des livrets de la Caisse d'épargne, qui seront distribués tous les ans entre les meilleurs élèves des écoles communales du seizième arrondissement de Paris.

## Le traître Brisson

« Nous l'avons, en dormant, madame, échappé belle — s'est écrié, paraît-il, hier, M. le président Grévy en déposant un baiser matinal sur les joues de Mme la présidente. — Brisson, l'austère Brisson conspire notre perte; et tandis que je faisais annoncer à toutes les puissances de l'Europe mon intention de me porter de nouveau candidat à la présidence de la République, le traître, dont j'aurais dû me méfier davantage, travaillait à me supplanter, de complicité avec Clémenceau, un homme à qui cependant, vous le savez, madame, j'ai offert ici même, il n'y a pas huit jours, un portefeuille et un excellent déjeuner! »

Qu'a répondu Mme la présidente ? Nous l'ignorons et, le saurions-nous, que nous garderions le silence, ne voulant point mêler les femmes à la politique; mais son indignation a dû se mettre à la hauteur de celle de son auguste époux et c'est un fait, aujourd'hui acquis à l'histoire, qu'il régnait en ce moment à l'Elysée une profonde inquiétude.

Depuis sept ans, en effet, qu'il occupe la situation de premier magistrat de la République française, M. Grévy a eu le temps de prendre goût à ses fonctions. Condamné par la Constitution à une inerte thésaurisante qui lui permettait de vivre sans souci dans le présent et sans préoccupations pour l'avenir, le président, avec cette philosophie sereine qui est le propre des grandes âmes, se voyait terminant sa carrière à l'Elysée; maintes et maintes fois on l'a entendu deviser avec son ami Freycinet et le fidèle Wilson des grandes funérailles que la France ne pourrait manquer de lui faire le jour où Dieu le rappellerait à lui. Et cette pensée d'être enterrée aux frais de l'Etat amenait sur ses lèvres un doux et beat sourire.

On comprend, après cela, si la révélation du complot ourdi par le traître Brisson a dû jeter l'émoi dans l'entourage de M. Grévy. Au moment où il se croyait sans concurrent, Brisson se dressait subitement en compétiteur. — Et — ô comble de perfidie — ce seraient lui et ses amis qui, dans un but facile à comprendre, auraient pris un main plaisir à répandre les bruits fâcheux qui ont couru, dans ces derniers temps, sur son auguste santé!

— Eh quoi! l'histoire du nez présidentiel venant se heurter au parapet du pont des Invalides, ne serait vraiment...!

— Qu'une invention de la coterie Brisson!

— Mais les étourdissements, l'affaiblissement progressif des facultés, tous ces symptômes alarmants dont la presse opportuniste et radicale s'est plu à nous entretenir!...

— Brisson, toujours Brisson qui, se rendant parfaitement compte de la situation difficile où se trouve le ministère qu'il préside, et sentant échapper à ses mains défilées un portefeuille qu'il tremble de ne jamais rattraper, a songé à la possibilité de s'installer confortablement dans le fauteuil où sommeille depuis sept ans M. Grévy.

Or, vous savez le proverbe : « Quand on veut tuer son chien... » Le traître Brisson, lui aussi, s'en est souvent, et voilà pourquoi le bruit a couru, avec tant de persistance, que le chef de la République française, troisième du nom, était dans un état voisin de l'état comateux!

Nous constatons hier les procédés de l'agence Havas pour travestir un conservateur en républicain. Voici, de la part du gouvernement, quelque chose de plus fort encore.

Le sieur Baëlle, ex-notaire, ex-maire, ex-conseiller d'arrondissement, ex-suppléant de justice de paix et très ardent républicain, a été condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité.

Comme il faut remplacer cet absent, les électeurs ont été convoqués pour le 22, et voici comment le préfet et le ministre ont motivé cette convocation :

« Vu la délibération du conseil d'arrondissement de Vannes, en date du 28 septembre 1885, constatant que M. Baëlle, membre du conseil pour le canton de Sarzeau, a manqué à deux séances consécutives sans excuses légitimes ni empêchement admis par le conseil... »

C'est assez joli, surtout pour ceux qui se souviennent de la fugue du sieur Baëlle, fugue qui remonte au mois de septembre 1883.

Nous rapportons avant-hier un écho du Palais Bourbon, d'après lequel deux députés de la gauche auraient déclaré vouloir refuser leur billet de circulation sur les chemins de fer, manifestant en même temps l'intention d'attaquer les conventions négociées en 1883 avec les grandes Compagnies.

Nous ne croyons pas que les deux députés dont il s'agit aient beaucoup d'imitateurs, en ce qui concerne la renonciation au privilège de voyager gratis concédé à nos législateurs. Mais, pour ce qui touche aux conventions formant aujour-

d'hui le régime administratif et financier des Compagnies, nous ne saurions être aussi affirmatif.

Il paraît certain, en effet, que l'œuvre de la Chambre précédente sera sous ce rapport battue en brèche par d'ardents et résolus adversaires.

Différentes déclarations publiées au cours de la période électorale et renouvelées depuis en font foi.

Le droit des Compagnies est évidemment incontestable, et il y aurait impossibilité, à notre avis, de revenir sur des traités consentis, ratifiés et présentement en plein cours d'exécution.

Néanmoins, la vigilance de nos grands Compagnies de chemins de fer doit être tenue en éveil, et leurs directeurs feront bien de ne pas négliger les avertissements qui, sous une forme ou sous une autre, pourront leur être adressés.

Ce n'est pas tout d'avoir le droit pour soi, il faut encore savoir à l'occasion se mettre en mesure de le faire valoir.

## LES PRÉPARATIFS

Bien souvent depuis peu de temps, nous avons parlé ici de la nécessité de s'organiser. C'est une question vitale, c'est la question la plus grave et la plus importante de cette époque; on ne sera donc pas surpris que nous y revenions sans cesse.

Voici ce que dit ce matin la *République française* :

Il faut donc, dans les départements où les électeurs seront convoqués avant trois mois, que l'on crée partout des caisses électorales alimentées au moyen de souscriptions périodiques et de souscriptions très nombreuses. La loi est la loi.

Quelque chose tient pour la France moderne, pour la société civile, pour la souveraineté nationale, pour le suffrage universel, pour l'égalité, pour la liberté, pour la République et, pour tout dire d'un mot, pour la Révolution et non pour l'ancien régime, doit subvenir aux frais de la guerre. Quel est le républicain qui ne peut donner chaque mois, l'un quelques centimes, l'autre quelques francs? C'est de la lutte pour l'existence qu'il s'agit.

Nous laissons de côté les affirmations de la *République française*, qui a la prétention de défendre la souveraineté nationale, le suffrage universel, l'égalité et la liberté. Notre but aujourd'hui n'est pas de réfuter nos adversaires, mais de montrer ce qu'ils font.

On voit donc que les républicains sont disposés à ne pas reculer devant les sacrifices.

Nous n'avons qu'un seul moyen de soutenir la lutte contre eux : c'est de faire comme eux.

Il ne suffit pas de donner un grand effort pendant une période électorale. Il faut persister. Il faut s'établir sur le terrain conquis, et s'en faire une base pour des conquêtes nouvelles.

C'est le système des républicains. Ils gardent leurs comités, ils organisent des ligues, ils s'imposent des dépenses et n'hésitent pas à ouvrir entre eux des souscriptions pour « subvenir aux frais de la guerre ».

Ils ont notamment une presse dont l'importance s'est accrue considérablement en ces dernières années. Mais ils ne trouvent pas qu'elle leur coûte trop cher. En effet, les journaux républicains de Paris rayonnent dans les départements, où ils portent le mot d'ordre aux journaux locaux, quand ils ne s'adressent pas directement aux populations. C'est par ce moyen que les républicains ont répandu leurs idées, semé leurs doctrines, et que, en dépit de leurs divisions, ils ont réussi à grouper une majorité électorale dans une pensée commune; c'est par là qu'ils ont obtenu le succès d'un si grand nombre de leurs candidats.

Cette tactique des républicains mérite toute l'attention de leurs adversaires.

Les conservateurs sont dans une voie favorable. Il leur faut marcher en avant. Ils doivent songer maintenant aux élections départementales, car c'est par les conseils généraux et municipaux qu'ils pourront reconquérir la majorité au Sénat. Ainsi nous avons en perspective des batailles électorales de toute nature et sur tous les terrains.

Ces batailles, les républicains s'y préparent, par des comités, par des souscriptions, par l'action de la presse.

Aux conservateurs de s'y préparer de même. Qu'ils ne se laissent pas gagner de vitesse; qu'ils gardent où ils le peuvent des à présent leurs positions; car il sera trop tard, quand s'ouvrira une période électorale, pour songer à la nécessité des comités et à l'utilité des journaux.

## L'EXPOSITION ALLEMANDE

Notre confrère *Paris* se dit en mesure d'annoncer que le gouvernement vient d'être informé par l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Münster, que cette puissance était décidée à renoncer à son Exposition nationale de Berlin en 1888, si la France fixait définitivement la date de 1889 pour sa grande Exposition universelle.

Cette notification, ajoute le *Paris*, réduit à néant les bruits qu'on a fait courir en ce qui concerne le refus probable de l'Allemagne de prendre part à notre grande fête du travail.

Le *Mot d'Ordre* fait suivre cette façon de communiquer du commentaire suivant :

« La *Patrie* doit se trouver complètement rassurée, en supposant que les inquiétudes qu'elle exprimait avant-hier fussent sincères; quant à nous, nous réjouissons que nous ne tenons pas le moins du monde à ce que l'Allemagne prenne part à notre grande Exposition. Nous n'avons pas besoin d'elle, et si elle s'abstient,

on ne s'en apercevra pas plus qu'en 1878. »

Et d'abord nous sommes toujours sincère quand nous émettons une opinion, et nous maintenons de la façon la plus absolue que deux expositions placées à un an de distance se nuisent réciproquement, et que la première en date porte surtout préjudice à la seconde.

Nous ajouterons qu'en pareille matière l'indifférence n'est pas une preuve de clairvoyance, encore moins une preuve de grande science économique.

Il n'est jamais indifférent, et il ne saurait l'être, qu'une grande nation comme l'Allemagne s'abstienne; d'abord, c'est d'un mauvais exemple, et puis c'est un mauvais symptôme.

Le *Mot d'Ordre* oublie d'ailleurs que les abstentions dans l'espèce auraient un caractère d'hostilité.

L'Exposition de 1889 a été présentée d'abord comme la glorification de la République, et aussi comme un défi aux puissances monarchiques.

C'était une sottise et on a essayé de l'atténuer à force de considérations, de commentaires, d'explications; mais la vérité s'était faite jour tout d'abord : l'Europe monarchique en a pris note, et les républicains enthousiastes et dédaigneux tout à la fois, comme le *Mot d'Ordre*, feront bien d'y réfléchir.

## L'Exposition du Centenaire

Le projet d'une exposition universelle en commémoration de la révolution de 1789, que l'on disait abandonné après avoir été condamné par M. Brisson lui-même, est, dit-on, maintenant décidé.

La Nation enregistre ce fait avec joie et le *Mot d'Ordre* continue d'y voir le plus grand fait du siècle et un triomphe éclatant pour la République française. Voici ce que dit la *Nation* :

Avec le crédit de 100,000 francs ouvert sur l'exercice 1885, on peut dès à présent procéder à la rédaction des devis qui seront soumis au Parlement et au conseil municipal de Paris.

Nous entrons dans la période d'exécution, cette nouvelle causera une grande joie au commerce parisien qui depuis trois ou quatre ans traverse une crise grave.

Les mauvais jours sont passés.

La Nation a l'enthousiasme facile. Quoi! les mauvais jours sont passés pour le commerce et l'industrie, parce que la commission a un crédit de 100,000 francs pour rédiger des devis ?

Mais l'Exposition — si elle s'ouvre — n'aura lieu que dans cinq ans, et les travaux ne commenceront pas avant deux ans.

Eh bien! mais, d'ici là, le commerce et l'industrie auront des faillites sur la planche.

Une exposition universelle ne saurait être, d'ailleurs, un expédient pour tirer momentanément le pays d'une crise économique. Une telle entreprise est la conséquence d'une prospérité générale.

Si l'Exposition de 1887 a eu un si grand succès, c'est parce qu'elle a été organisée et s'est ouverte à l'heure où la France était en pleine vie industrielle et commerciale; et si celle de 1878 a été un succès colossal, n'en déplaise au *Mot d'Ordre*, c'est parce que nous entrons en plein dans les mauvais jours.

Le siècle ne partage pas l'enthousiasme des feuilles que nous venons de citer. Après avoir fait observer que la hausse qui s'est produite dans tous les objets de consommation pendant la période d'une exposition persiste après, notre confrère s'exprime ainsi :

Plus tard, les mercures ne baisseront plus. Bienôt les ouvriers demandent des augmentations de salaires, ils se mettent en grève et le marché du travail est violemment troublé. Une exposition est forcément l'occasion d'une crise. Cette perspective mérite d'être très sérieusement examinée.

Le malaise économique n'a déjà causé que trop d'embarras à la République et il importe de se demander si, au sortir des années pénibles que nous supportons, il ne serait pas gravement imprudent de courir le risque de nouvelles misères.

C'est ce qui s'est produit en 1878.

Le siècle termine ainsi un tableau des conséquences déplorables qu'aurait cette exposition :

Si l'exposition est décidée, nous l'accueillerons sans enthousiasme et nous persisterons à en appréhender les suites.

Nous voilà loin des diatribes du *Mot d'Ordre* et de la *Nation*!

## ÉCHOS PARLEMENTAIRES

La Chambre a validé hier les élections de 57 départements, comprenant 336 députés. Les validations des élections non contestées continueront aujourd'hui.

C'est probablement demain samedi que le bureau définitif de la Chambre sera nommé. Si cette opération peut se terminer dans la même séance, la Déclaration du gouvernement sera lu lundi.

A propos de cette Déclaration gouvernementale, une pression fort vive est exercée sur M. Brisson.

Les deux cents républicains qui se sont réunis avant-hier au Grand-Orient ont chargé leur bureau, composé de MM. Lockroy, Ernest Lefèvre, Paul Bert, Jaurès, Pichon et Viette, de porter leur programme au président du conseil. Ces députés se sont, en conséquence, rendus hier chez M. Brisson, n'ayant pas été reçus, ils lui ont écrit, afin de lui demander un rendez-vous pour aujourd'hui vendredi.

Ils comptent bien que le cabinet, devant cette manifestation, n'hésitera pas à tenir

## PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50  
— Le numéro, ..... 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
— Le numéro, ..... 20 centimes.

## INSERTIONS :

ANNONCES : ..... 1 fr. 50 la ligne  
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co  
Place de la Bourse, 8  
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT,  
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

compte des desiderata de la réunion du Grand-Orient, qu'il les acceptera pour base de sa politique et qu'il rédigera sa déclaration en conséquence.

Une réunion plénière des députés républicains est convoquée pour ce soir au Grand-Orient. M. Lockroy et ses amis rendront probablement compte à cette réunion de la réponse que M. Brisson leur aura faite.

## ÉCHOS

## LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 13 NOVEMBRE

La température monte généralement en Finlande et sur le Nord de la France. En France, le temps va rester nuageux ou brumeux.

La journée d'hier, à Paris, a été très brumeuse.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent d'entre E. et S. faible; mer belle.



ronnement, a été prononcé le divorce entre M. Ernest Nicolas, dit Nicolini, artiste lyrique, et sa femme, Maria Anata.

Désormais le séduisant Roméo pourra roucouler en toute liberté de tendres romances d'amour à la Juliette de ses rêves.

M. Bouley, dont l'état de santé était fort inquiétant ces jours-ci, va beaucoup mieux depuis hier.

Le bulletin de santé du président de l'Académie des sciences est des plus rassurants.

Eugène Godard, l'ancien aéronaute de l'Empereur, se prépare à expérimenter à Paris la *Dynamiteuse des airs*, ballon militaire à air dilaté, destiné aux explorations et bombardements des villes assiégées.

Sans entrer dans les détails de l'aérostat, nous dirons qu'Eugène Godard affirme qu'il n'y aura pas de place de guerre, si forte qu'elle soit, qui puisse résister au bombardement d'une flotte aérienne construite sur le modèle de la « Dynamiteuse », qui peut emporter plusieurs milliers de kilogrammes de projectiles ou tout autre engin de destruction, qu'elle laisserait choir sur les villes qu'elle traverserait.

Voilà qui va singulièrement modifier notre tactique militaire.

La rue d'Enfer étant devenue, par la vertu du calembour, la rue Denfert-Rochereau, le conseil municipal de Saint-Etienne, à l'instar de celui de Paris, vient de laisser les rues de la même manière. C'est ainsi que dorénavant la place Sainte-Barbe s'appellera rue Barbès ; la rue de Foy, la rue Général-Foy, et la rue Saint-Paul, la rue Paul-Bert.

Siles chiens, ennemis de la vivisection, sont prudents, ils éviteront de passer dans cette dernière rue.

Cent quarante-cinq mille francs ! Tel est le total de la somme recueillie jusqu'à ce jour pour la souscription du monument que l'on va élever à l'amiral Courbet.

Le ministre des affaires étrangères vient d'adresser au président du comité, M. l'amiral de Douville-Audoubert, une somme de quinze cent quatre-vingt-cinq francs, représentant la souscription de la colonie française à Saint-Petersbourg.

En tête de la liste figurent les noms suivants : général Appert, ambassadeur de France, et tout le personnel de l'ambassade ; Biard d'Aunet, consul de France ; Du Buit, directeur des mines françaises ; E. Colat, directeur du laboratoire chimique ; Duperret, professeur des enfants de S. M. l'empereur de Russie ; Mme de Boisredon, de Los Valles, Caraby, directeur du Crédit lyonnais.

Grâce au rapport adopté par le conseil municipal dans sa séance d'avant-hier, sur les conclusions du docteur Despres, le service médical de nuit commence à se désorganiser.

Dans le quartier du Mail, deux médecins sur trois viennent de donner leurs démissions. Nous plaignons sincèrement les personnes de ce quartier qui peuvent avoir besoin d'un médecin la nuit, car il est très probable que le docteur d'Escalapa restant en fonctions ne tardera pas à en avoir assez de ce pénible service.

Le musée du Louvre va s'enrichir d'une collection d'œuvres d'art très importante. Ce don est l'œuvre d'un comité d'amateurs qui n'a point voulu laisser aller en pays étranger des richesses artistiques de premier ordre.

Ce comité a ouvert une souscription en tête de laquelle M. le baron Alphonse de Rothschild s'est inscrit pour 40,000 francs. Son exemple fut immédiatement suivi par sa sœur, Mme la baronne Natchani, et par ses deux frères, les barons Gustave et Edmond.

Les autres adhérents sont le journal *l'Art* et nombre d'hommes de lettres, d'artistes et d'amis des arts.

Ce don se compose des tableaux suivants :

1° Un *Christ mort*, par Carlo Crivelli ; ce tableau a fait partie de la galerie de l'impératrice Joséphine, à la Malmaison ; il fut attribué à l'héritage du prince Eugène par deux rescrits du roi de Bavière approuvés par le roi de France.

2° L'Annonciation, par Fra Angelico ; ces deux tableaux proviennent de la galerie Hamilton Palace.

3° L'Annonciation, tableau de l'Ecole de Bruges.

4° La Vierge au puits, par Sandro Botticelli.

5° Saint Georges, par Lucas Gassel.

6° La Madone au lili, par Hugo Van der Gaes, tableau peint par le maître pour Giovanni Grimaldi, à l'occasion du mariage de ce dernier avec la fille du duc de Savoie.

Ces six tableaux sont garantis authentiques, et le don est fait à la condition expresse qu'ils seront exposés à demeure et à la cimaise du musée national du Louvre.

Il y avait longtemps que notre ministre de la guerre n'avait songé à transformer ou à modifier la tenue de nos braves troupiers. Aussi avons nous été peu surpris d'apprendre que dorénavant tous les manteaux de troupes à cheval seront confectionnés d'après un modèle unique en drap gris de fer bleuté, comme la capote d'infanterie.

L'artillerie et le train à pied, ainsi que les sapeurs mineurs du génie et les compagnies d'ouvriers de chemins de fer, feront usage de la capote d'infanterie actuelle.

## La séance de la Chambre

On ne saurait refuser au scrutin de liste cet avantage de simplifier singulièrement la procédure de la vérification des pouvoirs. En deux heures, la Chambre a validé 388 députés, dans les départements suivants :

Hautes-Alpes, Aisne, Basses-Alpes, Aube, Ariège, Cantal, Allier, Cher, Corrèze, Aveyron, Bouches-de-Rhône, Charente, Calvados, Doubs, Côte-d'Or, Dordogne, Creuse, Eure-et-Loir, Drôme, Gers, Gard, Gironde, Loire-inférieure, Indre-et-Loire, Isère, Loir-et-Cher, Manche, Haute-Marne, Mayenne, Maine-et-Loire, Meurthe-et-Moselle, Lot-et-

Garonne, Oise, Orne, Nord, Pas-de-Calais, Hautes-Pyrénées, Rhône, Pyrénées-Orientales, Savoie, Haute-Savoie, Seine, Sarthe, Seine-et-Oise, Seine-inférieure, Somme, Seine-et-Marne, Deux-Sèvres, Tarn, Var, Vaucluse, Haute-Vienne, Vendée, Yonne, Alger et Orléans.

La Chambre se trouvait ainsi en nombre suffisant pour constituer son bureau définitif. Toutefois, il a été décidé qu'on entendrait encore aujourd'hui les rapports sur les élections non contestées, et que la nomination du bureau n'aurait lieu que samedi. Il y aurait, dit-on, contestation pour Belfort, la Corse, les Landes et les Alpes-Maritimes. M. Arène, l'un des blackboulés de Corse, s'agitte beaucoup dans la salle des Pas-Perdus. Mais il est peu probable que la Chambre donne à cet opportuniste fougueux l'occasion d'une revanche.

Aucun incident à signaler dans cette séance qui n'a été qu'un défilé de rapporteurs à la tribune, au milieu des conversations. M. Clémenceau, élu dans le Var et à Paris, a fait connaître qu'il optait pour le Var.

La séance d'aujourd'hui n'ouvre qu'à trois heures.

## GAZETTE DE PARIS

### Les Doctresses

Elles sont sur le tapis. Les discussions à leur sujet les ont mises à la mode ; ces dames, après tout, sont assez intelligentes pour avoir mené à bien des études très ardues et pour oser braver la ridicule qui les poursuit et les poursuivra jusqu'au jour où, le vent ayant tourné, on les glorifiera et l'on ne voudra plus se faire soigner par les hommes.

Parlons-en donc, surtout parce qu'à propos d'elles j'ai quelque chose à dire, un vœu à exprimer, et non parce que, personnellement, je prenne parti pour ou contre elles. Avec l'âge j'ai acquis cette sage philosophie qui consiste à ne me jamais mêler des querelles qui se pacifient bien plus vite et bien mieux si l'on dépense moins de paroles et moins d'encre à leur endroit. Mais que deviendraient les beaux parleurs, les journalistes, et moi-même qui, avec des façons de chatelet, agis exactement comme ceux que je critique ?

Les doctresses, si tant est qu'elles soient blâmables de notre point de vue, sont la grâce même de la science, et leur sexe, me semble avoir pas mal de circonstances atténuantes pour leur faute. M'est avis d'abord que parmi celles qui exercent aujourd'hui leur profession à Paris, pas une seule ne possédait seulement les six mille livres de rente dont parle Goethe, chiffre au delà duquel seul on peut commencer à dédaigner l'argent.

Or, puisque les filles sans dot ne se marient plus, il faut bien pardonner à celles qui n'en ont pas de perdre l'amour du sacrifice à cette famille, à ce ménage, à cet époux dont on leur parle toujours, mais qu'on ne leur offre jamais.

Ensuite, la femme forcée de gagner sa vie rencontre tellement de difficultés de tous genres, est tellement sollicitée par les tentations de devenir autre chose qu'une doctresse, qu'il faut féliciter et honorer celles assez courageuses pour choisir le travail, et ne pas les blâmer si elles embrassent une profession un peu excentrique, mais où il y a moins de concurrence que dans bien d'autres. Il y a dix ans, elles auraient pris une plume. Aujourd'hui que toutes les besognes écient, elles prennent une lancette. L'an 1900 elles se feront artilleurs ou capitaines au long cours.

Laissons-les donc en paix et, si d'actualité qu'elles soient, abandonnons-les à leur sort pour traiter ensemble, cher lecteur et moi, cette petite question qui motive ma causerie de ce jour.

Je vous présente une charmante jeune fille que l'on vient de fiancer. Elle est jolie, elle est instruite, savante même... Elle pratique les arts. Et, nonobstant, grâce à l'excellence des principes qui lui ont été inculqués, elle ne dédaigne pas le ménage, elle a étudié dans Brillat-Savarin et Gouffé la science de pervertir le palais en la bêtise.

Elle est donc absolument idéale, d'autant plus qu'elle possède par dessus toutes ces qualités une dot suffisante.

Tres bien !

Veillez, maintenant, avoir la complaisance de demander à cette délicate enfant, qui sera maîtresse de maison dans un mois et maman dans un an, de quelle pense de l'allaitement artificiel, de la façon de conduire pendant les premiers mois de leur entrée dans le monde ces pauvres petits êtres que l'incurie tue par centaines !... Demandez-lui comment elle le vêtira ; comment elle réglera son existence ; comment elle traitera sa nourrice si elle lui en donne une ; ce qu'elle fera si, dans la nuit, il est saisi par le croup ?

Elle vous répondra qu'elle lui prépare une layette adorable, dont les bécignons seront garnis de valenciennes et les bavettes brodées par ses doigts de fée. Elle vous dira aussi que les nouveaux-nés, nourris au biberon, sont les plus gros et que les visages dévorés par la gourme sont plus frais que les autres.

Demandez-lui quels soins elle donnerait à son mari, à ses domestiques, si un accident survient chez elle : empoisonnement, brûlure, asphyxie, etc., etc. ?

Elle vous répondra qu'en attendant le médecin, elle pleurera et perdra la tête, parce qu'elle est une pauvre petite femme très nerveuse, qui ne peut pas voir souffrir, mais qui laisse parfaitement mourir son semblable, faute de savoir comment le sauver.

Demandez-lui comment, en quelles conditions d'hygiène, elle établira sa maison au point de vue de l'aération, de la nourriture, du chauffage, des pratiques de toilette, de tout ce qui peut enfin préserver son foyer de la cruelle maladie : elle vous répondra... qu'elle n'en sait rien du tout.

Où, il faut être matrone et avoir payé de bien des larmes l'expérience de ces choses pour la posséder. Et encore n'y a-t-il que certaines natures intelligentes, observatrices qui finissent par l'acquiescer.

Donc, il me semble qu'on ferait peut-être bien de laisser les doctresses au docteur, et de se préoccuper un peu plus de cette lacune dans l'éducation d'aujourd'hui poussée si loin de nos filles. A la fin de leurs études, celles-ci pourraient suivre un cours de quelques semaines, absolument pur et chaste dans ses doctrines, où il ne serait question que d'hygiène et de médecine pratique à l'usage

de la famille, où, en un mot, on tâcherait de lui inculquer un peu de cette science que la chienne ou la chatte de la maison a reçue du bon Dieu, ainsi que notre mère Eve dans les temps jadis, et dont les excellentes traditions n'étant plus dans le sang de la reine des bêtes, il devient indispensable de les lui réapprendre.

GEORGES RÉGNAL.

## JOURNAUX ET REVUES

Il est des choses drôles partout. Mais c'est surtout en politique républicaine qu'il se produit de drôles de choses.

Ainsi, par exemple, on n'a pas oublié avec quel acharnement les radicaux ont dans leurs professions de foi déclaré que la mise en accusation de M. Jules Ferry était un des articles fondamentaux de leur programme, article que repoussaient les opportunistes, de même qu'on principe, les opportunistes étaient hostiles à l'amnistie exigée par les radicaux.

Les questions ainsi posées, il semblait que tout accord fût impossible : eh bien ! tout s'est arrangé.

A la première réunion plénière des gauches, les opportunistes ont déclaré qu'ils voteront l'amnistie, en échange de quoi les radicaux déclarent maintenant que M. J. Ferry ne sera pas mis en accusation.

Si ces deux partis se regardent sans rire, nous proclamons qu'ils sont plus forts que ces augures qui ne pouvaient se trouver face à face sans s'esclaffer.

Mais il ne faut pas croire que les radicaux sachent gré aux opportunistes de leurs concessions.

Revenons à l'intransigeant :

Alors, avec cet esprit de décision que donne aux hommes le soin de leurs intérêts, ceux-ci ont converti les intransigeants les bras qu'ils leur tenaient hermétiquement fermés, et ils nous ont offert des gages, au lieu de nous en demander. L'amnistie est la première garantie qu'ils proposent de la netteté de leurs intentions.

En effet, la liberté pour Kropotkine, Louise Michel, Guyot et tant d'autres, c'est l'abandon des poursuites contre le dernier ministre. Ils aiment mieux savoir nos amis hors de prison que de voir les leurs y entrer.

Nous attendons cet échange ; mais que les radicaux ne se trompent pas à ces avances, que nous craignons peines de chaussetrappes. Une fois leur Ferry sauvé du naufrage, et quand il aura été dément constaté qu'il n'a plus à redouter aucun péril, rien ne les empêchera de reprendre leur petit train-train opportuniste et gouvernemental, c'est-à-dire de voter avec plus d'enthousiasme que jamais le budget des cultes, tout en gardant leur culte pour le budget.

M. J. Ferry ne sera peut-être pas flétri d'avoir été mis en parallèle avec Mlle Louise Michel, mais on peut être certain que Mlle Louise Michel sera furieuse de l'assimilation. Le fait est que c'est humiliant pour elle.

Cette réunion plénière des gauches, du reste, un des signes des temps. C'est, on peut le dire, un troisième corps parlementaire, plus fort que les deux autres, et plus fort que le gouvernement. Ce sont les gauches réunies plénièrement, dans les occasions solennelles, qui indiquent la marche à suivre, imposeront leur volonté, leurs programmes au gouvernement.

Tout se fait en vue de cette action qui s'exerce à côté et est supérieure tout à la fois.

Le troisième grand corps parlementaire a son bureau, son président, ses vice-présidents, ses secrétaires, son questeur ; il aura ses commissions, ses rapporteurs ; et quand il aura décidé, tout sera dit : le ministre n'aura qu'à obéir.

Le bureau lui-même est choisi par acclamation :

Président : M. Edouard Lockroy.

Vice-présidents : MM. Paul Bert et Ernest Lefèvre.

Secrétaires : MM. Jammes et Pichon.

Questeur : M. Viette.

C'est un bureau de conciliation : on s'est donné le baiser Lamourette.

Après quoi, l'on a parlé programme.

J. Ferry a été abusé, Louise Michel a été mise en liberté d'intention. Chacun a dit son mot sur les mesures à prendre contre la réaction : exil des princes, séparation de l'Eglise et de l'Etat, révocations de fonctionnaires, invalidations, etc.

L'accord a été touchant sur tous les points.

Aujourd'hui, seconde réunion.

— Un avis des *Débats*, intéressant à noter :

Si nous lisons les professions de foi des députés de la droite, nous voyons que tous ou presque tous se sont placés sur le terrain constitutionnel.

La droite restera-t-elle fidèle à ce programme des élections ?... Elle pourrait faire une besogne utile et il faudrait tenir d'elle un grand compte.

Nous voilà loin des rodomontades de ces jours passés, quand on osait imprimer que les suffrages de la droite ne comptaient pas.

— Le *National* dresse le bilan des résultats de la République :

On est vraiment criminel, quand on a, comme nos législateurs du Parlement, charge d'âmes, et que, pour se faciliter des succès électoraux, on fasse démolir un pays par le relâchement des lois qui protègent la décence publique et qui font obstacle aux passions basses ; quand on ferme les yeux sur la corruption envahissante ; quand on se démarne volontairement de tout moyen de combattre la contagion des vices ; quand on souffre qu'ils soient librement propagés par des agents malaisés ; quand on invite, pour le peuple, la façon dont le maître de Richelieu, surnommé *Père la Marquise*, s'attirait les bénédictions de ses soldats, et qu'on fait ce qui a toujours été jugé si condamnable chez les chefs d'armée, c'est-à-dire qu'on ouvre la porte toute grande à la licence.

Voilà pourtant à quel point arrivés les généraux de la démocratie, du jour où le vent des révolutions les a portés au pouvoir ; ils ont cru faire merveille, comme d'un joyeux avènement, de lâcher la main :

Aux cabarets, Aux pornographies, Aux apologies de crimes, Aux dévergondages du trottoir.

Le *National* continue ainsi pendant deux colonnes — et il abroge !

— M. Tony Révillon consacre ce matin à Honoré de Balzac un article qui ressemble singulièrement à un éreintement courtois.

En voici le dernier mot :

Cette œuvre, la plus complète qui soit sortie d'un cerveau humain, s'appelle la *Comédie humaine*.

Son auteur avait la faiblesse de signer Honoré de Balzac.

Tours, sa ville natale, va lui élever une statue.

M. Tony Révillon — qui n'a pas écrit la *Comédie humaine* — M. Tony Révillon, républicain révolutionnaire, reprochant à Balzac sa partialité, cela est peut-être logique ; mais nous sommes certain que Honoré de Balzac n'eût pas reproché à M. Tony Révillon d'être chevalier des ordres des Saints Maurice et Lazare.

## A propos de l'élection Duportal

Au moment où la Chambre s'occupe de la validation des pouvoirs, nous croyons qu'il serait intéressant d'examiner quelles sont les illégalités commises par la commission de recensement de la Haute-Garonne et quelle est la mesure qu'elles appellent.

On connaît les faits.

Nous les rappelons en deux mots.

M. A. Duboul, candidat conservateur, avait obtenu au scrutin du ballottage du 18 octobre, 77 voix de plus que M. Duportal, candidat radical.

M. Duboul était donc élu.

La commission de recensement a modifié le résultat du scrutin. Elle a tout d'abord reconnu les 77 voix de majorité de M. A. Duboul. Cela fait, elle a déclaré que parmi les feuilles de pointage, celle de la commune de Castelmaurou ne contenait pas le détail des voix données aux candidats républicains ; que, par conséquent, la liste de pointage ne concordait pas avec le procès-verbal.

Elle a annulé l'élection de Castelmaurou.

Or, Castelmaurou avait donné 189 voix à M. Duboul et 88 à M. Duportal.

La mesure prise par la commission enlève à M. Duboul sa majorité.

M. Duportal fut proclamé élu avec 56,181 voix, à la place de M. Duboul auquel on voulait bien laisser 55,150 suffrages.

On a prétendu avec raison que les opérations de la commission étaient illégales.

Nous sommes, en effet, en présence de trois cas d'illégalité bien déterminés.

1° La commission décide que les feuilles de pointage irrégulières annulent un procès-verbal régulier.

2° Elle base sa décision sur une erreur de fait.

3° Elle commet un excès de pouvoir en prenant une décision quant elle ne peut qu'émettre un avis.

Sur le premier point, il est constant qu'en matière d'élection, le procès-verbal seul fait loi. Les feuilles de pointage n'ont aucun caractère légal, et régulièrement elles ne doivent pas être jointes au procès-verbal.

Le conseil d'Etat s'est prononcé formellement sur ce point, et — coïncidence assez étonnante — à l'occasion même de l'élection de M. Duboul au conseil municipal de Toulouse.

Notre confrère de l'*Union du Languedoc* a rappelé fort à propos ce précédent. Le conseil d'Etat a décidé à ce sujet que les feuilles de pointage ne pouvaient constituer un commencement de preuve contre les affirmations du procès-verbal.

2° La commission a basé sa décision sur une erreur de fait. En effet, les listes de pointage laissaient en blanc la place réservée au détail des voix données aux candidats républicains. La commission devait, avant de statuer, se faire transmettre le double des listes de pointage, resté à la mairie de Castelmaurou et qui — vérification en a été faite ensuite par les intéressés — était de tout point conforme au procès-verbal.

3° Enfin la commission prenait une décision, quand elle n'avait que le droit d'émettre un avis.

Et, en effet, d'après les instructions ministérielles du 3 février 1876, la commission n'a qu'un avis à émettre sur les bulletins annexés aux procès-verbaux ; elle n'a que des observations à faire sur les réclamations déposées pendant le cours des opérations.

D'après une décision ministérielle du 14 octobre 1877, la commission peut seulement donner son avis sur les attributions faites par les bureaux électoraux et les protestations remises.

Du reste la Chambre des députés a confirmé à plusieurs reprises cette doctrine, notamment en 1877, à propos de l'élection de M. Descaups à Lectoure, de l'élection de M. Durand à Saint-Malo, etc.

En 1871, M. l'amiral Jaureguiberry a été reconnu député par l'Assemblée alors que la commission du Var avait proclamé élu M. Laurier.

Le même cas s'est produit en 1848 pour l'élection Louis Blanc.

L'Assemblée nationale annula la décision qui proclamait Louis Blanc élu et déclara élu M. Abbatucci.

Ce n'est donc pas à une invalidation de l'élection de M. Duportal que la Chambre procéderait — M. Duportal n'étant pas élu — mais à une déclaration dans laquelle — comme en 1848 et en 1871 — les suffrages obtenus par M. Duboul et Duportal seraient rétablis et la majorité de 77 voix restituée à M. Duboul.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

— M. Tony Révillon a été élu député de la Haute-Garonne.

jets qu'ils avaient volés. On a pu en ramasser quelques-uns, notamment plusieurs bijoux et un paquet de chaussures enlevé à l'éclaire du magasin situé au n° 333 de la rue Saint-Martin.

Les malfaiteurs ont déclaré se nommer : Rouvier Fay, découpetteur, Jean-Paul Duval, chapelier, Jean-Victor Fontenay, polisseur ; Georges Duval, graveur et Auguste Dufresne, vernisseur. Ils sont à peine âgés de vingt ans.

Ce sont des repris de justice, ayant à leur casier judiciaire chacun quatre ou cinq condamnations. Ils habitaient avec des filles de bas étage, dans un hôtel garni, 14, rue Julien-Lacroix.

Ils ont été envoyés au Dépôt.

Le drame de la rue du Volga. — Par commission rogatoire, M. Clément, commissaire de police aux délégations judiciaires, a été chargé de faire une perquisition au domicile d'Alphonse Cailletier, menuisier, demeurant 78, rue du Volga, qui, dernièrement, a assassiné une fille Sicard, avec laquelle il vivait maritalement.

Le magistrat a trouvé un très fort bouge dans lequel se trouvait coulée de la cire fondue et dont le pied était écarté. Il est évident que c'est à l'aide de ce bouge que Cailletier a assassiné sa malheureuse, contre laquelle il avait souvent proféré des menaces de mort, qu'il ne la connaît que depuis trois mois à peine.

Le 24 octobre, Cailletier entra ivre, et sa maîtresse cherchait à quitter le logement où ils se trouvaient tous les deux, tant elle craignait les mauvais traitements qu'il lui faisait réservés en pareille circonstance. Elle n'en eut pas le temps. La malheureuse était bientôt étendue à terre, sans vie, la tête littéralement broyée.

Un aéronaute lumineux. — Le ballon *Vénus*, parti de la Butte-Montmartre dimanche soir, sous la direction d'un aéronaute et d'un électricien, MM. Thomas et Fabius, avait illuminé le ciel de ses quatre feux électriques, qui furent pris pour un bolide.

On croyait hier que le *Vénus* s'était perdu, car il n'en était plus rien. Le ballon, qui avait intrigué la capitale, a atterri lundi matin, à deux heures, à 80 kilomètres de Paris, dans la forêt de Rambouillet.

Le voyage avait été marqué par un incident assez inquiétant.

Alors que l'aérostat planait au-dessus de la forêt de Saint-Germain, les appareils électriques employés pour l'éclairage du ballon se sont dérangés. Les fils ont rompu et pendant quelques minutes une catastrophe a été imminente. Fort heureusement, les aéronautes ont pu conjurer le danger.

Effectué au milieu de la nuit, l'atterrissage n'a pas été non plus sans présenter des risques assez graves.

Incendie au Palais-Royal. — Un commencement d'incendie s'est déclaré hier soir, vers onze heures, dans une étuve dépendant de l'office du restaurant du Grand-Ventour, 17, rue de Beaujolais, au Palais-Royal.



né, éditée dans l'article 479 du Code d'instruction criminelle, au profit des magistrats, et aux termes duquel les fonctions de l'ordre judiciaire ne peuvent être jugées que par la cour d'appel.

M. Durier pose en conséquence des conclusions tendant à ce que le tribunal se déclare incompétent quant à M. Tille, et renvoie, pour être jugé, la poursuite engagée par le ministère public contre M. Miéville.

En effet, aux termes de l'article 479 du Code d'instruction criminelle, lorsqu'un membre d'un tribunal de première instance est prévenu d'avoir commis hors de ses fonctions un délit important, une peine correctionnelle, le procureur général seul est investi du droit de le faire citer devant la cour d'appel. Le tribunal s'est, en effet, déclaré incompétent.

Mais comme la situation particulière d'un seul des prévenus suffit pour attribuer la juridiction privilégiée à toutes les autres personnes prévenues du même délit, il a ordonné la jonction des deux affaires et a renvoyé les parties se pourvoir devant qui de droit.

#### Acquiescement de M. de Campou

La cour d'appel d'Aix vient d'acquiescer M. Raimond de Campou, administrateur de la Société l'Éléphant et de plusieurs autres sociétés industrielles.

#### Un forcené

Le sieur Gondolfi avait, à Sainte-Marthe, près Marseille, au cours d'un enterrement religieux, arraché une croix des mains d'un enfant de chœur, et il en avait asséné un coup sur la poitrine du sacristain.

Le sacristain était tombé sans connaissance.

Tandis qu'on s'efforçait auprès du sacristain, Gondolfi détaillait à toutes jambes. Il n'a pas reparu depuis.

Le tribunal correctionnel de Marseille a condamné par défaut Gondolfi à six mois de prison.

#### Faux en matière de testament

La cour d'assises du Doubs vient de condamner le sieur Billot-Laillet à cinq ans de prison et à 100 francs d'amende pour avoir frauduleusement fabriqué deux testaments olographes dans les circonstances suivantes :

Le 11 octobre 1883, un sieur Louis Bonnet, rentier à Liévrement, mourut en laissant une fortune assez considérable. Dans les papiers de la succession on trouva un testament olographe, en date du 27 juillet 1879 par lequel le sieur Bonnet instituit pour ses légataires universels le sieur Alphonse Bonnet, chef de bureau à la direction générale de l'enregistrement, le sieur Fulgence Bonnet, notaire à Poligny, et le sieur Cressier, tous les trois ses cousins éloignés, mais avec lesquels il avait entretenu jusqu'à sa mort les relations les plus affectueuses. Ces dispositions dernières étaient généralement prévues dans les testaments du sieur Bonnet, et les légataires universels furent envoyés en possession sans difficulté.

Trente-neuf jours après la mort de Louis Bonnet, le notaire Guyonot, de Pontarlier, recevait par la poste, avec une lettre d'en-voi anonyme, un testament olographe également revêtu de la signature Bonnet, mais daté du 2 septembre 1883, et dans lequel l'accusée Marie-Séraphine Gulchard, femme Billot-Laillet, entrait en ligne au lieu de Louis Bonnet, et était instituée comme légataire universelle. Cette femme, originaire de Liévrement, était sans aucun doute connue de Bonnet, mais elle le voyait si rarement qu'elle n'avait pu le convaincre de sa mort et n'avait pas assisté à ses obsèques.

Avisée par M. Guyonot de la légalité dont elle était l'objet, la femme Billot-Laillet se présenta chez cet officier public, manifesta l'intention de recueillir la succession dont ce testament l'appelait à bénéficier, et ne put, bien entendu, se faire précédemment instituée. L'administration volontaire des biens en possession desquels ils avaient été régulièrement envoyés, elle les assigna en référé devant M. le président du tribunal de Pontarlier. Ce magistrat conçut des soupçons et engagea les époux Billot-Laillet à introduire une action en contumace d'hérédité.

Le 3 mars 1885, un jugement du tribunal déclara que le testament produit par les époux Billot-Laillet n'était pas l'œuvre de Louis Bonnet et les débouta de leurs prétentions.

À la suite de ce jugement, une instruction fut ouverte et aboutit à l'arrestation des époux Billot-Laillet.

Interrogés au début de l'instruction sur le mobile qui aurait déterminé Louis Bonnet à tester en sa faveur, l'accusée, femme Billot-Laillet, répondit avec un véritable cynisme que, depuis sa jeunesse, elle avait toujours été la maîtresse de cet homme, que ses rapports intimes duraient encore un an avant sa mort et que ce legs universel, promis bien des fois, était la suite des sentiments d'affection et de reconnaissance que Louis Bonnet lui témoignait presque ouvertement.

Mais voilà ! Il est des cas où il ne suffit pas de dire : j'ai été la maîtresse de mon frère.

Il faut encore prouver, s'il vous plaît, que l'on a occupé cette situation irrégulière. La femme Billot ne s'attendait pas à cette particularité judiciaire.

Or, les voisins, parents et amis lui ont refusé à l'envi cette circonstance aggravante.

Pas de chance, les Laillet ! Voilà un mari

#### Feuilleton de la Patrie

DU 14 NOVEMBRE (5)

## UNE VIE PURE

#### NOUVELLE

#### IV

Quelques jours après, par une de ces belles matinées d'automne où Paris, se développant encore de gais rayons de soleil, semble narguer les prochaines froidures, Cécelle effarée, hâtivement, arrivait chez Destrem qui l'attendait et, de sa fenêtre, scrutait d'un bout à l'autre de la rue les profondeurs de la rue.

Des qu'il vit la jeune femme disparaître sous la voûte d'entrée de la maison, abandonnant son poste d'observation, il courut dans l'antichambre et, la main sur le bouton de serrure de la porte du palier, l'entr'ouvrit celle-ci, quand le pas de Cécelle résonna dans l'escalier, plus ferme, plus résolu et plus bruyant en approchant du but.

Des qu'elle fut au seuil de l'appartement, Léonce l'ouvrit tout à fait, attira

heureux (?) malgré lui et une femme honnête (?) malgré elle.

Entravés au libre exercice du culte catholique.

Le 15 août dernier, à Loches, l'administration municipale avait autorisé la sortie de processions.

La procession était en marche dans la rue de Tours, lorsqu'arriva une voiture qui s'engagea dans les rangs des femmes et des jeunes filles qui faisaient la haie.

M. l'abbé Verger, qui avait la direction des différents groupes qui composaient le personnel de la procession, s'approcha de la voiture et fit observer au conducteur qu'il pouvait bien attendre un instant pour circuler sur la voie publique. « Je fais mon métier, répondit-il. Je distribue mon pain chez mes pratiques et j'ai le droit de circuler. »

Les observations devinrent un peu aigres, et le conducteur, le sieur Giboureau, boulangier, fonctif son cheval.

À ce moment, un jeune séminariste lui ayant adressé quelques reproches un peu vifs, Giboureau s'engagea dans les rangs et coupa la procession à différentes reprises.

Une plainte fut portée, et c'est en raison de ces faits que Giboureau était appelé en police correctionnelle sous la prévention d'entraves à l'exercice d'un culte autorisé.

A l'audience, Giboureau a reconnu qu'il avait eu tort; il dit avoir été très choqué des reproches qui lui étaient adressés publiquement par le séminariste.

« Je n'ai jamais dit, ajoute-t-il, que j'étais fier de mon agression et que je recommandais à mes pratiques de se faire respecter. J'étais dans ma voiture sur la place aux bœufs, j'avais dit à haute voix à ceux qui accompagnaient la procession : « Il faut que vous soyez un tas d'imbéciles pour suivre cette cavalcade. » Je n'ai pas ouvert la bouche une fois arrêté sur la place. »

Les faits d'infractions ayant été écartés, le tribunal condamne Giboureau à 50 fr. d'amende.

#### DEPARTEMENTS

**Dordogne.** — Périgueux, 12 novembre. — Les corps des époux Mazet et de leur petite fille ont été retrouvés, ce matin, sous des blocs énormes de 25 mètres cubes, à la principale entrée des carrières. Les cadavres sont dans un état de décomposition avancée.

La petite fille a le corps coupé en deux. Son père, qui la portait sur ses épaules au moment de la catastrophe, a été retrouvé dans la même position, les mains réunies devant sa poitrine et fermées comme s'il tenait encore les jambes de son enfant.

Le corps de Mme Mazet est encore sous un rocher, mais on l'aperçoit à la lumière d'une bougie. Il ne pourra être dégagé que tard ce soir ou demain.

On a fait ce matin des expériences microscopiques dans le puits de forage. Un assistant croit avoir entendu des gémissements répondre aux coups frappés.

Le forage du puits est arrêté depuis deux jours.

**Doubs.** — Pontarlier, 12 novembre. — Le mur d'une maison en construction s'est écroulé, ensevelissant cinq ouvriers italiens sous les décombres. Deux de ces ouvriers ont été tués, les deux autres sont très grièvement blessés.

**Mayenne.** — Un jeune homme âgé de seize ans, François Gérard, demeurant chez sa tante, Mme veuve Feuille, à la ferme de Bois-Joly, vient de tenter d'assassiner sa parente et une jeune fille qui lui servait de bonne.

À l'aide d'une barre de fer il les a assommées l'une après l'autre; puis, les croyant mortes, il a traîné les corps dans un bûcher. Il s'est introduit ensuite dans une armoire et a dérobé dans un meuble une somme de 400 fr., un revolver et des cartouches. Comme il se disposait à partir, après avoir changé de vêtements, il aperçut sa tante ensanglantée sortant du bûcher et s'enfuyant en criant au secours.

Gérard n'a pas tardé à être arrêté. L'état de la bonne est des plus inquiétants.

**Tarn.** — La persécution contre le clergé catholique s'accroît et se répand de proche en proche. Le gouvernement s'efforce de la tenir secrète; mais, en dépit de tous les moyens qu'il met en œuvre, la vérité finit par éclater au grand jour. Voici, en effet, ce qu'on écrit d'Albi à la *Souveraineté du peuple*, de Toulouse :

« La guerre au clergé, qui coïncide, il y a deux ans, leur traitement à plus de cinquante ecclésiastiques de notre diocèse, vient de reprendre avec une animosité plus grande, dans tout le département du Tarn. Trois nouvelles victimes ont été frappées, ces jours-ci, de la suppression de leurs modestes honoraires par une déision ministérielle du 1<sup>er</sup> septembre, qui a été tenue secrète. M. le préfet s'est borné à ne pas leur envoyer leur mandat trimestriel. On ne saurait trop répéter que cette mesure illégale est une véritable confiscation en droit comme en fait, le traitement des curés, vicaires ou simples desservants étant l'acquit d'une dette que la première république a contractée à l'égard du clergé de France, lorsqu'il fit vendre ses propriétés de main-morte comme biens nationaux. »

**Isère.** — Dimanche, dans l'après-midi, deux amis, les fils Jay, marchand de charbons à Voiron, et Nuges-Bourchat, employé, chassaient dans les terrains avoisant la commune de La Murette.

vivement à lui et, l'important dans ses bras comme un enfant, il la déposa sur le divan du salon, s'agenouilla auprès d'elle en la couvrant de baisers et en disant avec un soupir d'allègement :

— Ah ! ici, du moins, nous sommes en sûreté !

— En es-tu bien certain ? répondit-elle en se débarrassant d'un mouvement rapide de son voile et de son chapeau. Depuis que notre secret est entre les mains de cette vipère, je n'ai plus de repos, je suis sans cesse assailli de terreurs folles.

Et s'appuyant la tête sur l'épaule de Léonce, à voix basse, en mots pressés, elle fit le récit de ses angoisses, de ses nuits hantées de rêves douloureux. Si elle sortait, il lui semblait entendre derrière elle une poursuite malveillante, elle se croyait épiée. Partout elle craignait de voir surgir Mme Lorain, menaçante, furieuse, l'insultant aux lèvres. Si son mari s'absentait et qu'il demeurât dehors plus longtemps que de coutume, elle songeait qu'il avait pu rencontrer Sophie, écouter ses délations. Lorsqu'il rentrait la physionomie soucieuse, elle s'imaginait qu'il allait l'aborder en lui disant cette phrase foudroyante : « J'ai rencontré votre cousine, elle m'a tout dit. Mais ce qu'elle redoutait par dessus tout, c'était d'être atteinte dans son amour sans lequel elle ne saurait plus vivre. »

— Que deviendrais-je sans toi, mon Léonce, continuait-elle en prenant dans ses deux mains, en le pressant contre sa poitrine, dans une étreinte enivrée, la tête du jeune homme. Dis ? Que devenir si je ne t'avais plus ? Toi, mon idole, mon Dieu, mon bien, mon tout, ma raison et ma folie ! Ai-je vécu avant d'être aimée de toi ? Je n'en sais plus rien ; mais il me

semble qu'alors je rêvais qu'un jour je devais l'appartenir.

— O chère âme ! répondit-il éperdu, fou de bonheur, en couvrant de baisers les mains, les cheveux, les lèvres de sa maîtresse, tu devrais me maudire de ma stupide confiance envers cette misérable Sophie.

Comment ai-je en la sottise de lui révéler notre amour ? C'est un vrai crime, et au lieu de m'accabler, tes reproches sont encore des tendresses ! Je me maudis moi-même et je suis bien malheureux. Etre la cause de tes tourments, moi qui t'adore ! Moi qui donnerais jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour t'épargner l'ombre d'un chagrin. Si je pouvais seulement connaître le mobile qui a fait agir Sophie, peut-être trouverais-je un moyen de la désarmer... Mais je ne vois rien... Hélas ! je ne lui soupçonnerais point une vertu aussi rigide et aussi farouche.

Malgré la gravité de la situation, Cécelle ne put réprimer un éclat de rire perlé, véritable cascade aux notes de cristal.

— La vertu de Sophie ! s'écria-t-elle, sa rigidité ! Comment, Léonce, toi qui, en qualité d'adultère, dois être perspicace par état, tu ne saurais pas de tels secrets ? Tu ne prévois, tu ne devines rien ?

— Non, sur mon âme ! répondit-il avec un sérieux inquiet.

— Eh bien ! je suis plus forte que toi ; sa vertu est faite du regret de ne point pécher... sa rigidité, le masque de sa jalousie... sa fureur, la haine que lui inspire ta tendresse pour moi... Elle t'aime ! Voilà le grand secret de cette odieuse créature.

— Elle m'aime ! fit Destrem en tressaillant. Non, c'est impossible ! M'aimer, elle ?

Les deux jeunes gens marchaient à 10 ou 15 mètres de distance, portant leur fusil le canon était appuyé sur le bras gauche.

Tout à coup, Jay aperçut, paraît-il, un gibier à portée, et mettant rapidement la main droite à la sous-garde, il posa sans le vouloir le doigt sur la détente. Le coup partit, et, faisant balte, à 10 mètres, traversa de part en part le cou du jeune Nuges-Bourchat. Il poussa un cri, tournoya sur lui-même, en portant sa main sur la blessure d'où s'échappaient des flots de sang, et tomba pour ne plus se relever.

La mort eut été instantanée.

Le docteur de Jay fut telle que, sans un autre jeune homme qui les accompagnait, il se serait fait sauter la cervelle avec le coup qui restait dans son fusil.

Jay est âgé de dix-huit ans et sa victime en a dix-sept.

Hier matin Jay fils, accompagné de son père, s'était constitué prisonnier à Saint-Marcellin.

**Vaucluse.** — Une tempête, ou plutôt un ouragan de mistral a soufflé les 5, 6 et 7 novembre sur toute la plaine d'Avignon. En ville, les cheminées, les arbres ont été renversés, enfoncés. Les arbres de haute futaie, les cèdres des jardins, à la campagne et à la ville ont été renversés, brisés. Une charrette chargée de foin a été jetée dans le Rhône.

Un cimetière général, tout ce qui s'élevait au-dessus d'un mètre a été brisé, couché sur le sol. Des personnes qui se trouvaient dans les champs ou sur les routes, ont été jetées à terre, roulées dans les fosses. Les clôtures du manège du 1<sup>er</sup> pontonniers ont été emportées au loin.

Les voleurs, le croit-on, ont profité de la pluie pour commettre de nombreux vols. Ils ont pénétré à l'aide de fausses clés, durant la nuit du 5 au 6 novembre, dans l'église de l'Oratoire, et ils y ont forcé le tronc de la chapelle de Notre-Dame de Lourdes. A Châteauneuf, petite ville des Bouches-du-Rhône, de l'autre côté de la Durance, ils ont cherché, mais en vain, de forcer la petite porte de l'église.

**Loire.** — Un drame de jalousie conjugale vient d'ensanglanter la commune de Sainte-Agathe.

Depuis longtemps, le nommé P. François, vigneron, âgé de soixante-neuf ans, accusait sa femme de le tromper avec un de ses voisins. De fréquentes discussions s'élevaient à ce sujet dans le ménage.

Dans la soirée du 3 novembre dernier, P. François se montra particulièrement irrité. A différentes reprises, il avait proféré contre sa femme des menaces de mort.

La femme P., qui est aujourd'hui âgée de soixante et un ans, ne pouvant pas voir attacher une trop grande importance à ces menaces.

Elle se coucha en compagnie de sa fille, âgée de trente-six ans.

La surexcitation de P. n'avait fait que s'accroître, et, au lieu de se mettre au lit, il s'amusait dans une pièce voisine de celle où reposait sa femme et sa fille, et guettait la venue de son rival.

Vers cinq heures du matin, il crut entendre un bruit de voix et de chuchotements dans la pièce voisine, et un couteau à la main, il y fit irruption.

La fille P., qui était éveillée, voyant bruler un couteau dans l'obscurité, se précipita en avant, et reçut la lame en plein ventre.

S'armant alors d'un sabot, elle en frappa son père au visage; celui-ci tomba ensanglanté et les deux femmes se réfugièrent chez une voisine.

P. a été transféré à la prison de Montbrion.

La blessure de sa fille est sans gravité.

**Loir-et-Cher.** — Une découverte archéologique vient d'être faite au château de Biols.

Un affaissement s'étant produit il y a quelque temps dans le sol voisin de la tour de l'Observatoire, qui faisait partie de l'ancien château du treizième siècle, la municipalité a ordonné des recherches, et on a découvert l'escalier qui conduisait aux salles souterraines des anciennes fortifications.

Ces salles n'étaient pas absolument inconnues, puisqu'on avait pénétré dans l'une d'elles en 1870, en crevant la voûte, pour y cacher des papiers d'administratifs; mais on ignorait l'existence de l'escalier.

Après avoir monté l'escalier, on a trouvé, sous le sol actuel, le mur de l'ancienne fortification, reliée au château par les restes de la tour de l'Observatoire, à la rencontre de la tour des Oubliettes, en passant par le donjon.

À l'aide de recherches nouvelles, on pourra donc déterminer exactement la place de l'ancien donjon que l'on croit situé vers le sud-est du bâtiment Gaston, mais sur lequel on a beaucoup controversé.

## Questions financières ET COMMERCIALES

**LE PRODUIT DES IMPÔTS.** — Les recouvrements de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (France et Algérie) ont atteint, pendant le 1<sup>er</sup> trimestre des mois de 1885, la somme de 45,633,500 fr., en diminution de 2,804,500 fr. sur les évaluations budgétaires correspondantes et de 940,500 fr. sur le montant des recouvrements pendant la même période de 1884.

L'ensemble des recouvrements des impôts et revenus indirects a atteint, en France,

pendant les dix premiers mois de l'année 1885, le chiffre de 1,870,264,900 fr., en diminution de 26,510,300 fr. sur les évaluations budgétaires, et en diminution de 2,774,700 fr. sur les recouvrements de la même période de 1884.

Toutefois, si l'on tient compte de la bissextilité de l'année 1884 et qu'on la déduise des recettes des dix premiers mois de cet exercice (soit 1,873,039,500 — 5,695,400 égale 1,867,344,100), l'exercice 1885 présente une augmentation de 2,920,700 comparativement à la période correspondante de l'année précédente.

Les produits qui ont donné une augmentation sur les évaluations budgétaires sont : les sucres, les vins et les postes ; ensemble, 20,612,100 fr.

Les produits en diminution sont : le timbre, l'enregistrement, les contributions indirectes, les donations et les télégraphes ; ensemble, 47,122,400 fr.

Les recouvrements des impôts et revenus indirects en Algérie sont, pour les neuf premiers mois de 1885, en diminution de 974,000 francs sur les évaluations budgétaires, et en augmentation de 652,800 fr. sur les recouvrements de la période correspondante de 1884, et en réalité de 703,600 fr. si l'on tient compte de la bissextilité de ce dernier exercice.

**L'OTROU DE PARIS.** — L'administration de l'octroi de Paris vient de publier la répartition mensuelle du produit des droits d'octroi pendant le mois d'octobre 1885. Il résulte de ce relevé que les produits du mois d'octobre s'élevaient à 11,381,182 63 inférieurs de 544,173 90 à ceux de la période correspondante de 1884.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 1885, les produits ont été en diminution de 6 millions 2,267 14 par rapport aux évaluations budgétaires et de 2,411,713 03 comparativement à 1884.

## GAZETTE THEATRALE

Ce soir :

A l'Opéra, la *Juive* (second début de M. Due dans le rôle d'Elazar).

A l'Ambigu, première représentation du *Roi de l'argent*, drame à grand spectacle, en treize tableaux, de M. Paul Milliet :

Wilfrid Deaver	MM. Laray
Combe	Montal
Skinner	Gravier
Corbin	Courtes
Jacot	Petit
Baxter	Pericand
Goiffrey	Walter
Cripps	Livry
Bing	Duchessé
Parkins	Fleury
Teddy	Dernez
Edith	Gédon
Swinn	Pongaud
Robson	Darlots
Nelly	Piotou
Olivia	Mmes Valentine Gerfaut
Tebby	Baïthe Gilbert
Une voyageuse	Morin
Gissy	De Gérardon
Suzi	la petite P. Fretton
	J. Jansin.

Lever du rideau à 8 heures.

**Prologue.** — 1<sup>er</sup> tableau, le Manoir de Gardenhurst.

Première partie. — 2<sup>e</sup> tableau, la Taverne de la Gerbe de Blé. — 3<sup>e</sup> tableau, le Meunier. — 4<sup>e</sup> tableau, la Fuite. — 5<sup>e</sup> tableau, la Gare de King's Cross. — 6<sup>e</sup> tableau, le talus de Gaddesdun.

D Gaddesdun. — 7<sup>e</sup> tableau, l'Araignée. — 8<sup>e</sup> tableau, la Neige.

Troisième partie. — 9<sup>e</sup> tableau, John Franklin. — 10<sup>e</sup> tableau, la Grille de Gardenhurst. — 11<sup>e</sup> tableau, le Dock. — 12<sup>e</sup> tableau, la Gare. — 13<sup>e</sup> tableau, le Cottage de Gardenhurst.

Les études des *Jacobites* sont très avancées et la date du samedi 21 novembre est irrévocablement fixée pour leur première représentation à l'Odéon.

Les Bouffes-Parisiens annoncent les dernières représentations des *Ceintures*.

À partir de lundi, reprise pour les répétitions générales de la *Bernadette*, dont la première est fixée au vendredi 20 courant. Voici la distribution de l'opéra-comique de MM. E. Leterrier et Vanloo et André Messager :

Jacquette	Mmes Sarah Tellow (début)
Bianca	Mily-Meyer
Bettina	Farnari (début)
Beltrina	Ducouret
Cap. Polygnac	MM. Gauthier
Chef Pomponio	Mangé
Grafo	Brouette
Le duc	Murator
Grabassou	Durieu
Gadet	Guerchet

Mon confrère Prével nous annonce que M. Albert Lumbert fils commence ces jours-ci son volontariat.

Il a obtenu de passer son année de service à Paris, ce qui lui permettra de continuer ses travaux artistiques en apprenant le métier de soldat. C'est ce qu'on pourrait appeler l'union de Mars et de Melpomène.

Faveur assez rare, croyons-nous, et qui ne

Quello folie ! En camarade, je ne dis pas non, et c'est ce qui m'a perdu, je la considérais il y a quelques jours encore, comme mon meilleur ami.

— Ah ! Léonce, il faut, quand on est homme, se défaire d'un camarade en jupe, la femme est toujours dessous. Ta bonne foi t'a trahi.

— Non, non ; Sophie peut-elle seulement présenter ce qu'est aimer ?

— Quelle femme ne le sait ? repartit Cécelle en faisant un joli mouvement de tête. La jalousie seule peut expliquer son étrange conduite. Je ne lui ai jamais fait de mal. Elle m'en voulait un peu, je crois, d'être plus jolie qu'elle, mais ce léger mécontentement ne pouvait la pousser à me déshonorer, à me perdre et à faire le malheur de mon mari, un honnête homme qu'elle estime.

— Je ne puis m'imaginer Sophie inspirant de l'amour, en ressentant peut-être, reprit Léonce, mais si elle m'aime, ainsi que tu le supposes, nous sommes perdus... Elle ne nous pardonnera jamais.

— Oh ! je n'en doute point, car chez elle un sentiment tendre ne doit être qu'un accident, répondit la jeune femme.

— Que ne l'ai-je appréciée plus tôt telle que je la vois aujourd'hui, répéta Destrem. Comment ai-je pu m'abuser sur elle pendant si longtemps ! Moins aveugle je ne me serais pas laissé prendre au piège que sa perfidie m'a tendu. Quel réveil ! Mais tu te trompes, ma Cécelle, elle m'aime, si seulement elle était accessible à la pitié, elle se s'abandonnerait pas à l'effrayante pensée de me ravir mon bonheur.

— Ton bonheur ! Elle croyait le tenir dans sa main.

— Allons donc ! Elle n'aurait même pas pu m'inspirer un caprice, une liaison

manquera pas de provoquer quelques jalousies ; la Ville de Paris fait remise au jeune volontaire de la prime de 1,500 francs.

\*\*\*

**Avis aux retardataires :**  
Le *Courrier de Lyon*, immense succès du théâtre des Nations, n'aura plus que quatre représentations (dimanche, matinée et soirée comprise), jeudi 19, première représentation de *Notre-Dame de Paris*.

\*\*\*

À la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, ce soir vendredi : M. le docteur Michel Fontarable, sénateur : Voyage à Madagascar en 1885. G. DORANT.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

Rhumes, bronchites : Pâte pectorale de Nafé.

Jeune homme de 30 ans, bachelier ès lettres et ès sciences, ancien clerc de notaire à Paris, au courant de la littérature, demande emploi de secrétaire auprès d'homme politique ou dans administration publique.

La librairie Garnier frères commence aujourd'hui la publication par livraisons d'un *Atlas universel de Géographie physique et politique* sur lequel nous ne serions trop attirer l'attention de nos lecteurs. Cet important travail, qui ne comprend pas moins de 75 cartes in-4, coloriées et finement gravées, a été exécuté sous la direction de M. Louis Grégoire, le savant auteur du *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie* et de la *Géographie illustrée*, publiées par les mêmes éditeurs.

L'*Atlas universel* sera publié en 35 livraisons à 50 centimes.

(Voir aux annonces).

## SPORT

### COURSES A AUTEUIL



